

## LA RÉGLEMENTATION DU SECTEUR BANCAIRE: UNE JUSTIFICATION THÉORIQUE

Par

**Florent Jean Désiré KABIKISSA**

**Chercheur à la Faculté des Sciences Economiques, Université Marien  
Ngouabi, Brazzaville - République du Congo.**

### *Résumé*

Les crises bancaires sont au cœur de la quasi-totalité des crises financières contemporaines. Quoiqu'elle fasse l'objet de plusieurs travaux de recherche, la réglementation du secteur bancaire revient toujours, avec la résurgence des crises, au cœur des préoccupations des autorités monétaires et des chercheurs. En effet, la prévention des paniques bancaires constitue toujours une priorité, surtout pour les pays dont le secteur bancaire demeure fragile. Avec la dernière crise des subprimes de 2008, de nouvelles mesures réglementaires ont été adoptées par les Etats. L'objectif de cet article est de remettre en perspective le cadre théorique sous-tendant la réglementation du secteur bancaire en s'appuyant sur les modèles de Diamond et Dybvig (1983), Postlewaite et Vives (1987). En dépit des indéniables avancées obtenues, ces mesures n'épuisent pas pour autant tous les aspects liés à la réglementation du secteur bancaire de sorte que les menaces de crises bancaires demeurent toujours présentes.

**Mots clés :** réglementation, crise bancaire, crise financière, secteur bancaire.

### THE REGULATION OF THE BANKING SECTOR: A THEORETICAL JUSTIFICATION

### *Abstract*

Bank crises are at the heart of almost all contemporary financial crises. Although it is the subject of several research projects, the regulation of the banking sector is still, with the resurgence of crises, at the heart of the concerns of monetary authorities and researchers. Indeed, the prevention of banking panics is still a priority, especially for countries whose banking sector remains fragile. With the latest sub-prime crisis of 2008, new regulatory measures were adopted by the states. The purpose of this article is to recall the theoretical framework underlying the regulation of the banking sector based on the models of Diamond and Dybvig (1983), Postlewaite and Vives (1987). Despite undeniable progress achieved at the end of each crisis, the latest new measures advocated do not exhaust all the aspects related to the regulation of the banking sector. Indeed, the threats of major banking crises are still present.

**Keywords:** regulation, banking crisis, financial crisis, banking sector.

**Classification JEL :** G21, G28, E58

## **Introduction**

L'introduction de l'hypothèse d'information imparfaite et les modalités de l'équilibre qu'elle implique conduisent à une approche du marché du crédit beaucoup plus riche que celle proposée auparavant. Aussi, cette optique nous permet-elle d'étudier le problème de la réglementation financière et bancaire en tenant compte de la complexité de ce secteur.

Sous des modalités diverses, la réglementation bancaire existe dans tous les pays. À rechercher les raisons d'une telle législation, on s'aperçoit qu'il y a deux types d'arguments tout à fait distincts qui la justifient, l'un tenant à la régulation du cycle économique (fondement monétaire ou conjoncturel), l'autre tenant au contrôle prudentiel (fondement prudentiel). Dans le cadre de la théorie moderne de l'intermédiation financière, la réglementation prudentielle des banques occupe sans doute une place singulière. Aussi bien dans les pays développés qu'en cours de développement, l'industrie bancaire représente l'un des secteurs de l'économie où l'immersion du pouvoir public est la plus accentuée (Keffi et Maraghni, 2011, p. 383) ; et l'analyse économique justifie l'intervention des pouvoirs publics par l'existence des « dysfonctionnements » dans les marchés (Morel, p. 238). Les banques produisent en effet un service public qui justifie une régulation, y compris d'inspiration supranationale. Elles gèrent la monnaie, relaient les politiques monétaires et participent à la production d'un bien public mondial : la stabilité financière (Dannon et Lobez, 2015, p. 279).

En effet, tout d'abord, les dépôts constituent une partie de la masse monétaire, et à ce titre influencent le niveau d'activité. Il est donc nécessaire de réglementer les dépôts pour contrôler la masse monétaire, ce qui constitue le fondement monétaire ou conjoncturel de la réglementation. Mais, ensuite, la spécificité du contrat de dépôt, avec la vente par la banque d'une option de vente crée une situation dans laquelle un système bancaire non réglementé est vulnérable aux crises bancaires. Des situations peuvent apparaître dans lesquelles chaque déposant a intérêt à retirer ses dépôts parce que les autres font de même. La réglementation se justifie alors en tant que réponse à la nécessité de limiter le risque de panique et de défaillance bancaire, et donc de protéger les déposants, ou le fonds d'assurance des dépôts et le contribuable, lorsque les dépôts sont explicitement ou implicitement couverts (Tirole, 2014). C'est cette deuxième justification, qui constitue le fondement prudentiel de la réglementation, qui fera l'objet de cet article.

Cette question de la réglementation du niveau de contrôle des risques socialement désirable du point de vue du bon fonctionnement du système financier et bancaire revient constamment à l'ordre du jour des sommets mondiaux ces dernières années du fait des progrès de l'ingénierie financière, des changements technologiques, de l'accentuation de la concurrence, de l'évolution de la demande des services financiers et de l'augmentation des risques hors-bilan consécutive (notamment les interactions avec le *shadowbanking* ou système bancaire parallèle, non agréé). Aussi est-il important de réexaminer l'apport de la théorie sur ce point.

La dernière crise des subprimes de 2007 a montré, par son intensité, ses répercussions internationales et les coûts de sauvetage par les Etats, combien la résolution d'une crise du système bancaire est coûteuse. Selon le FMI, les trois-quarts de ses pays membres ont connu une crise bancaire et financière entre 1980 et 1996 (Madiès, 2006, p.62), 52 phases de crises ont été recensées entre 2006 et 2010 (Jedidi et Pentecôte, 2015, p. 192). .

Afin de comprendre comment le problème se pose, il est intéressant de commencer par étudier ce que serait le fonctionnement d'un système bancaire non réglementé, ce qui nous permettra d'examiner la pertinence des deux types d'arguments traditionnellement invoqués pour justifier l'existence d'une réglementation. Nous examinons également le problème de la faillite bancaire dans sa spécificité (première partie).

Ensuite, nous développons dans la deuxième partie une modélisation des paniques bancaires qui nous permettra de porter une appréciation sur les différents types de réglementations et leur efficacité, notamment celles dont l'objet est, soit de limiter le risque de faillite bancaire, soit de diminuer le coût de celle-ci pour le déposant (troisième partie). La littérature académique sur cette thématique étant essentiellement anglo-saxonne, les Etats-Unis ayant connu un bon nombre de cas de crises bancaires (bankruns), nous nous référons en priorité, dans cet article, à l'expérience américaine ainsi qu'aux mécanismes qui ont été mis en place dans ce pays. Cependant, avant de conclure ce travail, nous nous permettrons de réaliser un survol de la réglementation dans certains pays avec un accent particulier aux pays membres de la zone franc (UEMOA<sup>1</sup> et CEMAC<sup>2</sup>).

## **I. Revue de la littérature théorique**

### **1.1. Système bancaire non réglementé**

Tout établissement bancaire joue un double rôle puisque, d'une part, il permet de réaliser des transferts de richesse entre individus par un simple jeu d'écritures comptables et, d'autre part, il émet des créances sur lui-même en échange de créances sur d'autres agents.

Dans un système bancaire parfaitement concurrentiel, les établissements bancaires vont offrir aux déposants une multitude de dépôts plus ou moins risqués. L'argument classique qui justifie la réglementation du secteur bancaire est basé sur le fait que les dépôts constituent de la monnaie, et que la monnaie a une influence sur le niveau d'activité. C'est cet argument qui est développé par Johnson (1968, p. 976) lorsqu'il écrit : « un système bancaire concurrentiel serait constamment incité à augmenter l'offre de monnaie nominale, et par conséquent à alimenter l'inflation »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

<sup>2</sup> CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

<sup>3</sup> Gurley et Shaw (1960) et Patinkin (1961) estiment que dans ce contexte le système de prix est indéterminé

En fait, Fama (1980) estime que le problème est plus complexe. Les dépôts bancaires constituent dans un système bancaire non réglementé des biens hétérogènes, chacun ayant un risque qui lui est propre, et ne doivent pas être assimilés à la monnaie. Sans perte de généralité il est possible de définir un bien comme numéraire et les dépôts comme des biens concédant des droits contingents, dépendant de la performance de la banque, qui sont libellés en termes du numéraire. L'effet des banques sur le niveau d'activité ne proviendra pas alors de son activité de services mais de son rôle de gestion de portefeuille. La question pertinente est, d'après Fama, de savoir si les banques choisissent correctement les projets financés par elles, qui sont déterminants du niveau d'activité. Or, sur un marché de capitaux parfaits, l'application du théorème de Modigliani-Miller aux établissements bancaires établit qu'il n'y a pas d'influence du mode de financement sur les prêts réalisés par ceux-ci. En effet, dans ce cas, les déposants peuvent financer directement la production des entreprises sans passer par l'intermédiaire des banques, de telle sorte que les activités de portefeuilles de celles-ci sont sans influence sur les décisions d'investissements et de production des entreprises.

Si nous considérons un marché des capitaux imparfaits, la forme « faible » du théorème de Modigliani-Miller, s'applique, bien que les déposants n'aient pas les mêmes possibilités d'investissement que les banques, dès lors qu'il y a un même accès à ces investissements pour toutes les banques, sans effets de clientèle. Dans ce cas, à l'équilibre, les banques vont proposer le même rendement sur leurs dépôts. En effet, si une banque développait un nouveau type de dépôts, l'inégalité des rémunérations qui s'ensuivrait aurait pour effet d'amener les autres banques à compenser globalement cette modification dans la structure globale des dépôts. Le théorème de Modigliani-Miller s'applique alors et chaque banque maximise la valeur de ses actifs de sorte que la structure de son passif n'influence pas les caractéristiques des projets d'investissement qu'elle a intérêt à financer.

Cet argument s'étend à un contexte où il existe une réglementation sous la forme de réserves obligatoires et de limites à la rémunération des dépôts à vue (Fama, 1980). L'application du théorème de Modigliani-Miller implique que les réserves obligatoires constituent uniquement une taxe sur les dépôts, qui, à l'équilibre, influence les prix, aussi bien les taux sur les dépôts que sur les prêts. L'imposition d'une limite à la rémunération des dépôts aura alors simplement pour conséquence l'existence des rémunérations en nature par le biais de la sous-tarification des services bancaires.

La thèse de Fama est donc la suivante : un système bancaire parfaitement déréglementé devrait, dans des conditions, idéales, conduire à une allocation efficace des ressources, chaque établissement se trouvant caractérisé par un niveau de risque propre.

Parmi les critiques que l'on peut formuler à l'égard de cette thèse une nous semble limiter fortement la portée de l'argument avancé. Dans la modélisation proposée par Fama, les banques n'émettent pas véritablement de la monnaie mais des titres. Il est vrai que la mise en place d'une réglementation est alors superflue d'après le premier théorème du bien-être. Cependant, une réglementation constitue un bien public, et la réglementation bancaire a pour

objectif de convertir les titres de bancaires en monnaie. Ainsi, le problème s'assimile surtout à celui de la création d'un bien nouveau, la monnaie bancaire. La réponse à cette question passe par l'approche développée par Lancaster (1975) : il suffit d'examiner si le bien nouveau fournit une combinaison des caractéristiques souhaitées par les différents agents concernés à un coût plus faible. Or, la monnaie bancaire offre des caractéristiques de transférabilité que n'offrent ni les espèces ni les autres formes de placement. C'est donc en ces termes que le problème doit être d'abord formulé, et la réglementation apparaît justement comme l'ensemble des règles qui fait que les dépôts bancaires aient les caractéristiques de la monnaie.

## **1.2. Le mécanisme de la faillite bancaire**

La faillite bancaire est définie comme pour les entreprises à partir du seuil d'égalité entre la valeur des actifs de la banque et la valeur de ses dettes. De façon équivalente, nous pouvons dire que la faillite se produit à partir du moment où la valeur des actions de la banque est nulle.

La différence entre la faillite de l'entreprise et la faillite bancaire provient d'une différence dans la structure du financement. En effet, les dépôts à vue comportant une option de vente au pair, les déposants peuvent exercer cette option à tout instant.

Nous serons donc amenés à distinguer deux notions différentes, la faillite bancaire et la crise bancaire pour nous référer à ces deux situations.

La faillite bancaire résulte d'une « mauvaise gestion » de la banque et s'assimile à la faillite d'une entreprise, générant des externalités négatives sur le reste de l'économie.

La crise bancaire (bankrun) est, par contre, le résultat d'un mouvement de retraits collectifs. L'ensemble des déposants décidant d'effectuer des retraits, la banque se trouve confrontée au dilemme suivant : soit elle se déclare défaillante et ne fait plus face à ses engagements, soit elle cède des actifs lui permettant d'obtenir les liquidités nécessaires, mais ces cessions se font souvent avec des moins-values, ce qui peut, malgré tout, conduire la banque à faire faillite. Souvent, les mouvements de retrait font suite à des informations concernant la mauvaise gestion de la banque, de telle sorte que la crise bancaire constitue l'aboutissement accéléré d'une situation qui aurait conduit la banque à la faillite. Mais il n'en est pas toujours ainsi, de telle sorte qu'une crise bancaire peut se produire pour un établissement bancaire bénéficiaire déclenchant ainsi sa mise en faillite.

Il est important de souligner la spécificité de la faillite bancaire qui provient de la combinaison d'une option de vente sur les dépôts et de l'illiquidité des actifs bancaires.

Ceci peut-être illustré en indiquant quelles sont les formes d'intermédiation financière qui ne peuvent être en aucun cas sujettes à des crises bancaires.

1°) Une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) ou un Fonds Commun de Placement (FCP) donnant le droit de tirer des chèques jusqu'à un montant défini par le nombre de titres ou de points détenus.

Le détenteur de ce type de compte n'a pas d'option qu'il puisse exercer. En outre, la faillite est pratiquement impossible, car tout se passe comme si l'intermédiaire financier était financé à cent pour cent par ses actionnaires.

2°) La banque détient des actifs liquides ou facilement négociables pour un montant égal au montant des dépôts

Dans ce cas, le put est couvert par la détention du support correspondant et la crise bancaire n'a pas lieu de se produire. Par contre la banque peut être en faillite, suite à une baisse de la valeur de ses créances.

Nous examinerons ci-dessous le caractère spécifique de la crise bancaire ainsi que les conséquences de la faillite bancaire qui constitue le plus souvent, son issue.

### **1.2.1. La spécificité de la crise bancaire**

Les établissements bancaires ne se trouvant pas dans ces cas d'absence de dépôts ou d'absence d'actifs illiquides, sont tous susceptibles d'avoir à faire face à un mouvement collectif de retraits de la part de leurs déposants. Nous examinerons donc comment une crise bancaire peut se produire et ses conséquences lorsqu'elle conduit à la faillite bancaire, en étudiant successivement les divergences d'intérêts entre les différents agents concernés.

Dans la plupart des pays, les banques ont un organisme de tutelle qui est chargé de déclarer la faillite bancaire. Aux Etats-Unis, cet organisme est une « charteringagency ».

1°) L'examen des différentes faillites bancaires fait apparaître ex-post le fait que les agences de tutelle ont toujours trop tardé avant de déclarer les banques insolvable. Ceci est le résultat des incitations des agents en présence. Les responsables de l'organisme de tutelle ne souhaitent pas déclarer la faillite bancaire souvent pour des raisons liées à leur devenir professionnel. Ils ont donc tendance à attendre et espérer que la banque puisse redresser une situation difficile.

2°) Les déposants ont une option sur l'entreprise. Il est optimal pour eux d'exercer cette option à partir du moment où la probabilité de défaillance de leur banque augmente, puisque les rémunérations sont fixées, et qu'il y a un problème de révélation de la probabilité de faillite. Si une banque répond à une crise bancaire en promettant une meilleure rémunération sur les dépôts, l'effet de cette mesure risque d'être une accélération du mouvement, puisque la banque admet une probabilité de défaillance plus élevée.



Chacun des déposants-créanciers, non seulement détient une faible créance sur la banque, a une information partielle sur la banque. Par conséquent son évaluation de la probabilité de défaillance est fonction du comportement des autres déposants. Il est même incité à se comporter en « passager clandestin », reportant sur d'autres la charge du contrôle de l'activité de la banque sachant que les bénéfices d'une gestion prudente seront partagés par tous. La crise bancaire est le résultat de cet effet du comportement d'un certain nombre d'agents sur les anticipations des autres, qui fait que tous ont intérêt, à un moment donné, à retirer leurs dépôts.

3°) Le comportement d'une banque qui fait face à une crise bancaire est de vendre des actifs. Néanmoins, la vente d'actifs sous la pression des événements ne permet pas, pour des actifs peu liquides, d'obtenir la valeur du marché. Il y a donc pour chaque actif une valeur de liquidation qui présente une décote par rapport à la valeur de marché. La stratégie de la banque sera de céder les actifs dans l'ordre correspondant à cette décote, liquidant d'abord les actifs les plus facilement négociables.

Ceci indique qu'il y a deux valeurs à prendre en considération pour chacun des actifs bancaires : la valeur de marché, notée  $m$  ci-dessous, et la valeur de liquidation immédiate, notée  $1$ . Soit  $d$  la valeur des dépôts exigibles de la banque. Alors trois situations sont envisageables à la suite d'un mouvement de retraits collectifs de la part des déposants :

- (1)  $d < 1 < m$  constitue la situation où la banque est liquide et solvable.
- (2)  $1 < d < m$  correspond à une situation d'insolvabilité d'une banque qui a pour origine un problème d'illiquidité. En l'absence de crise bancaire la banque est ici solvable.
- (3)  $1 < m < d$  correspond à un problème fondamental d'insolvabilité, comparable à l'insolvabilité d'une entreprise.

Le cas (2) ci-dessus constitue le cas de faillite bancaire que ne rencontre pas une entreprise/ les différentes réglementations sont conçues pour soutenir l'activité des banques se trouvant dans cette situation ? En effet, une gestion cohérente des actifs bancaires passe par la détention d'actifs qui ne sont pas cotés sur les marchés des titres (prêts aux particuliers, prêts aux entreprises, ...).

### **1.2.2. Les causes de la faillite bancaire et les issues possibles**

Les risques auxquels fait face une banque sont déterminants du risque de faillite bancaire. Toutefois, l'analyse des faillites bancaires montre que leur cause principale réside dans la gestion des actifs bancaires.

Peterson et Scott (1985) ont analysé les données sur les faillites bancaires sur les années 1982-1984, et ont établi que la fraude constituait la cause principale de la faillite bancaire ; la deuxième cause qu'ils mettent en évidence est la croissance trop rapide, mesurée

par un accroissement des actifs supérieur à 40 % sur une période des deux ans précédant la faillite ; la troisième cause est le faible rendement des actifs.

Des études menées au préalable avaient déjà établi le rôle de la fraude en tant que cause de la faillite bancaire (Benson et *al.*, 1986). Les deux autres causes sont liées au risque. En effet, la plupart d'établissements ont une spécialisation dans le domaine de compétence qui les empêche d'être bien diversifiés. De plus, outre ce choix de non-diversification de la part de l'établissement bancaire, la législation elle-même peut imposer une limite à la diversification. Il en est ainsi du Reinvestment Act qui imposait aux banques de chaque Etat de réinvestir les fonds collectés dans cet Etat lui-même. Cette législation a conduit les banques au Texas à investir uniquement dans trois domaines : le pétrole, l'agriculture et l'immobilier, ce qui a provoqué un nombre important de faillites.

Cependant, même une banque diversifiée ne peut pas éviter de faire faillite face à un risque de conjoncture, les faillites des entreprises étant très fortement corrélées. Les périodes de dépression sont celles qui voient une augmentation des faillites bancaires. Du point de vue de l'activité économique, les faillites bancaires ne semblent pas affecter l'activité économique, alors qu'un faible niveau d'activité jouera un rôle déterminant dans l'accroissement des faillites bancaires (Benson et *al.*, 1986.).

En cas de faillite bancaire la législation prévoit en général le remboursement au moins partiel des déposants par un organisme qui va reprendre à sa charge à la fois les actifs et les actifs de la banque. Cet organisme peut être une émanation de la banque centrale ou un organisme ayant pour mission d'assurer les montants en dépôt en échange d'une prime préalablement versée par l'établissement bancaire.

L'une des trois procédures suivantes peut alors être mise en œuvre :

- Paiement et liquidation (pay off and liquidation) : cette procédure consiste purement et simplement en la liquidation des actifs de la banque et dans le paiement des dépôts. La banque défaille cesse son activité.
- Achat et reprise (purchase and assumption) : l'organisme chargé de la mise en faillite cède la banque défaille à une autre banque. Cette opération correspond à une fusion mais techniquement il y a achat des actifs et reprise du passif exigible séparément, à des prix différents de leur valeur comptable, l'organisme assureur prenant à sa charge la différence entre la valeur comptable des actifs et leur valeur effective, pour les prêts sur lesquels il y a eu défaut par exemple.
- Achat et reprise partielle (modified payoff) : apparue en 1983, cette forme de résolution de la faillite bancaire prend la forme de l'achat de l'établissement défaille par une autre institution financière qui prend à sa charge uniquement les dépôts assurés. Les déposants non assurés reçoivent alors un paiement partiel de l'organisme assureur et une prime de l'institution financière acquéreuse.



Une faillite bancaire peut constituer un événement sans grandes conséquences si elle est déclarée suffisamment tôt. Le coût social sera en fait beaucoup plus faible que dans le cas d'une entreprise. Ceci peut paraître surprenant, mais dans le secteur bancaire les produits et services sont relativement homogènes, et le changement de banque ne bouleverse pas la vie d'une entreprise ni celle des ménages concernés. Par contre, les changements qu'occasionne la fin de relations de fournisseur ou de client pour une entreprise sont autrement nuisibles.

La raison de ce faible coût de la faillite réside dans les caractéristiques des actifs bancaires qui sont souvent liquides et facilement négociables : hypothèques, obligations, prêts à des entreprises peuvent être cédés facilement, alors que pour une entreprise les équipements ou un réseau de clients constitue des actifs dont la valeur en dehors de l'entreprise est pratiquement nulle.

Par contre, lorsque la faillite est déclarée tardivement, le coût de la faillite pour les déposants peut être beaucoup plus élevé. Ce retard se produit souvent dans les faits parce que les mécanismes institutionnels ne sont pas véritablement incitatifs.

Les modalités de liquidation des établissements défailants seront donc déterminantes du coût de la faillite. Dans la procédure de paiement et liquidation le coût est élevé puisqu'il comprend le coût pour l'organisme assureur de payer chacun des déposants, et le coût à la fois pour les déposants, et pour les emprunteurs d'établir des relations avec d'autres banques. Dans la procédure d'achat et reprise, comme dans celle d'achat et reprise partielle, le coût est beaucoup plus faible, puisque :

- l'organisme assureur évite le coût de gestion du paiement à chacun des déposants,
- le prix d'achat de l'ensemble des actifs bancaires est supérieur à la somme des prix de liquidation,
- la continuité des relations banque-clients est préservée,
- les pertes de la banque défailante peuvent parfois être déductibles des impôts de l'établissement acquéreur.

## **2. La modélisation des crises bancaires**

Les contributions originales de Diamond et Dybvig (1983) ainsi que celle de Postlewaite et Vives (1987) ont permis de clarifier le débat théorique sur la réglementation bancaire en proposant une modélisation simple des crises bancaires. Celles-ci montrent que l'absence d'un mécanisme d'assurance de dépôt peut donner naissance à des paniques bancaires au niveau du système bancaire (Keffi et Maraghni, 2011).

Afin de modéliser les problèmes de liquidité, nous considérons un monde dans lequel il y a un seul bien et deux types de consommateurs, ceux vivant une période (type 1) et ceux vivant deux périodes (type 2).

À la période 0 les consommateurs-dépôts ne connaissent pas leur type. Par conséquent, leur fonction d'utilité dépend de l'état de la nature  $j$  qui se réalise et qui détermine le type du déposant.

$$U(C_1, C_2, j) = \begin{cases} U(C_1) & \text{si } j = 1 \\ U(C_1 + C_2) & \text{si } j = 2 \end{cases} \quad \begin{matrix} (\text{type } 1) \\ (\text{type } 2) \end{matrix}$$

Cette spécification de la fonction d'utilité implique que le consommateur 2 est indifférent entre tous les paniers de biens dont la somme des composantes temporelles est constante.

Nous supposons qu'il existe un continuum de consommateurs, qu'une fraction  $t$  de ceux-ci est de type 1 et que la fonction restante  $1 - t$  est de type 2.

La banque joue dans ce modèle un rôle proche de la production. Elle dispose de deux technologies, une à court terme (une période) et l'autre à long terme (deux périodes) qui peuvent être schématisées comme suit :

$$\begin{array}{ccc} T = 0 & T = 1 & T = 2 \\ -1 & \begin{cases} 0 \\ 1 \end{cases} \begin{cases} R \\ 0 \end{cases} & \begin{matrix} \text{long terme} \\ \text{court terme} \end{matrix} \end{array}$$

avec  $R > 1$ .

Par conséquent la banque permet aux agents d'obtenir plus que ce qu'ils obtiendraient simplement en stockant le bien de consommation.

En supposant que tous les agents ont les mêmes dotations initiales, nous pouvons calculer les caractéristiques de l'optimum de Pareto en supposant des consommations contingentes,  $C_T^j$ , où  $j$  est le type et  $T$  la date. Il est clair, tout d'abord, que la banque va investir une quantité  $t C_1^1$  dans la technologie à court terme et une quantité  $\frac{(1-t)C_2^2}{R}$  dans la technologie à long terme, et que  $C_2^1 = 0$ , faute de quoi les consommations de type 2 pourraient obtenir un niveau d'utilité plus élevé sans diminuer celui des consommateurs de type 1.

Enfin, comme le consommateur ne connaît pas son type ex-ante il est possible pour les consommateurs de type 2 d'assurer les consommateurs de type 1, comme cela est classique dans un équilibre avec biens contingents. Les consommations, qui à l'optimum satisfont l'égalité entre les taux marginaux de substitution, vérifient :

$$\frac{U'(C_1^{*1})}{U'(C_2^{*2})} = R \quad [1]$$

$$\text{et la contrainte de ressources } C_1^{*1} + (1-t) \frac{C_2^{*2}}{R} = 1 \quad [2]$$

Comme  $R > 1$ , nous obtenons  $U'(C_2^{*2}) < U'(C_1^{*1})$  et la décroissance de  $U'$  implique  $C_2^{*2} > C_1^{*1}$ . Si, de plus, l'aversion relative au risque est supérieure à 1 on peut montrer (cf. Diamond & Dybvig, 1983, p. 407, note 3) qu'à l'optimum  $C_2^{*2} < R$  et  $C_1^{*1} > 1$ .

Le contrat entre la banque et un consommateur est passé à la période 0. Il ne peut pas dépendre du type du consommateur puisque cette caractéristique n'est pas observable par la banque. Par contre, celle-ci peut offrir le contrat suivant :

$$(-1, \quad C_1^{*1}, \quad C_2^{*2})$$

Où  $C_1^{*1}$  et  $C_2^{*2}$  sont les consommations qui satisfont [1] et [2].

En effet, avec ce contrat les agents de type 1 ont intérêt à choisir  $C_1^{*1}$  et les agents de type 2 ont intérêt à attendre pour consommer  $C_2^{*2}$ . Néanmoins, si tous les déposants décidaient de retirer la somme  $C_1^{*1}$  à la période 1 la banque se trouverait en situation d'illiquidité. Cette situation peut se produire en cas d'asymétrie d'information entre les agents. En effet, si les agents de type 2 ne distinguent pas les types à l'origine des retraits qu'ils observent, leur intérêt dans ce cas peut consister à retirer leurs dépôts s'ils croient que parmi ces retraits se trouvent des agents de type 2 mieux informés qu'eux sur la politique d'investissement de la banque (Chari et Jagannathan, 1988).

Plus précisément, considérons des contrats de dépôts dans lesquels :

- la rémunération  $T = 1$  en est de  $r_1$  par unité déposée,
- les déposants n'ayant pas retiré leurs fonds en  $T = 1$  possèdent une fraction des actifs de la banque correspondante à leurs dépôts,
- les déposants souhaitant effectuer leurs retraits sont servis séquentiellement jusqu'à ce que la banque n'ait plus d'actifs.

Si  $f_j$  est la fraction des déposants effectuant des retraits à la période 1 qui sont servis avant le consommateur  $j$ , celui-ci obtient à la période 1 :

$$V_1(f_j, r_1) = \begin{cases} r_1 & \text{si } f_j < r_1^{-1} \\ 0 & \text{si } f_j \geq r_1^{-1} \end{cases}$$

En supposant (comme le font Diamond & Dybvig, 1983) que le choix entre les deux technologies est fait à la période 1, ou encore que l'arrêt à la période 1 de la deuxième technologie permet d'obtenir 1 unité par unité déposée.

Si  $f$  est le total des demandes de retrait à la période 1,  $\min(f r_1, 1)$  est le total des retraits à cette période et les  $1 - f$  déposants restant à la période 2 obtiennent :

$$V_2 = \text{Max} \left( \frac{(1-f)r_1 R}{1-f}, 0 \right)$$

Afin de mieux comprendre le comportement stratégique des agents de type 2, supposons qu'il y a deux groupes d'agents dont les comportements sont homogènes. Les agents  $f$  jouent systématiquement la stratégie « retrait à la date 1 » que nous noterons  $a_1$ . Les agents  $1-f$  jouent la stratégie qui est la plus avantageuse pour eux. Nous pouvons décrire dans ce cas la matrice des gains de chaque type d'agent comme suit, les agents de type  $f$  (respectivement  $1-f$ ) représentant une proportion  $f$  (respectivement  $1-f$ ) de l'ensemble des déposants :

Si  $r_1 > \frac{(1-f)r_1 R}{1-f}$ , les agents de type  $(1-f)$  ont intérêt à effectuer un retrait à la date 1. Mais cette condition s'écrit encore [3] :

$$f > \frac{R - r_1}{r_1(R - 1)}$$

De telle sorte que si elle est réalisée, les agents de type  $f$  jouent leur stratégie  $a_1$  et une crise bancaire se développe. Le niveau de retraits d'équilibre à la période 1 est  $f = 1$  qui satisfait bien [3], puisque  $r_1 > 1$ . De façon symétrique si l'inégalité inverse de [3] est réalisée, les agents  $1-f$  préfèrent attendre la date 2 pour effectuer leurs retraits. Ainsi  $f = 0$  est le second type d'équilibre, qui satisfait l'inverse de [3].

Par conséquent, deux équilibres de Nash coexistent, un équilibre efficient et un équilibre de crise bancaire. La banque offre des services de liquidité mais est vulnérable aux crises bancaires.

Si par contre  $r_1 \leq 1$ , l'équilibre de cette crise bancaire est écarté mais l'équilibre efficient ne peut plus être obtenu. La banque n'offre pas de services de liquidité autres que ceux à la disposition des consommateurs ; en revanche elle offre un placement sur deux périodes au taux  $R - 1$ . On obtient donc avec  $r_1 = 1$  une allocation dont la production est efficiente mais qui ne permet pas aux consommateurs de s'assurer contre le risque.

Il est facile de démontrer que, dans ce cadre, la suspension de convertibilité ou l'assurance sur les dépôts suffit à exclure les paniques bancaires et à obtenir l'allocation efficiente en posant  $r_1 = C_1^*$ .

En revanche, lorsque le modèle est généralisé au cas des retraits aléatoires,  $t$  étant alors une variable aléatoire, la suspension de convertibilité ne permet plus d'atteindre un partage du risque optimal alors que l'assurance (et la taxation correspondante des consommateurs) le permet (Diamond et Dybvig, 1983).

Le modèle ci-dessus explique les crises bancaires uniquement par la réalisation d'un équilibre de Nash dans un modèle où deux équilibres coexistent. Ceci pose un problème classique de choix d'une solution, qui devrait reposer sur l'observation de signaux exogènes, tels que les tâches solaires (*sunspot equilibrium*). En fait, il est intéressant d'examiner une version légèrement différente du même modèle dans lequel il y a un équilibre de Nash unique et une crise bancaire se produit avec une probabilité non nulle.

Postlewaite et Vives (1987) proposent, en effet un modèle à deux agents et trois périodes dans lequel la technologie de la banque ne peut être interrompue à la période 1 qu'en faisant une perte  $1 - r_1$ .

Nous pouvons représenter la technologie par la suite de facteurs d'intérêt  $r_1$ ,  $r_2$  et  $r_3$  où  $r_1 < 1$ . Une unité de bien investie sur les trois périodes rapportera  $r_1 r_2 r_3$ ,  $r_1 r_2$  sur deux périodes et  $r_1$  sur une période. Les contrats bancaires considérés doivent permettre aux agents d'obtenir au moins leur dépôt initial, même s'ils n'obtiennent pas d'intérêts. La matrice de gains est alors la suivante :

		agent 2		
agent 1		$a_1$	$a_2$	$a_3$
$a_1$		$(r_1, r_2)$	$(1, (2r_1 - 1)r_2)$	$(1, (2r_1 - 1)r_2 r_3)$
$a_2$		$((2r_1 - 1)r_2, 1)$	$(r_1 r_2, r_1 r_2)$	$(1, (2r_1 r_2 - 1)r_3)$
$a_3$		$((2r_1 - 1)r_2 r_3, 1)$	$((2r_1 r_2 - 1)r_3, 1)$	$(r_1 r_2 r_3, r_1 r_2 r_3)$

En effet, les actifs bancaires à la période  $t$  sont :

$$A_t = \prod_{T=1}^t 2r_t$$

S'il y a retrait simultané chaque agent obtient  $A_t/2$ ; si par contre un agent effectue un retrait à la date  $t$ ,  $t \leq 2$ , l'autre obtient à la date  $t + 1$  la somme  $(A_t - 1)r_{t+1}$ .

Considérons la sous-matrice correspondant aux deux premières stratégies,  $a_1$  et  $a_2$  en nous restreignant à des agents qui vivent deux périodes.

Si  $r_1 > (2r_1 - 1)r_2$  et  $1 > r_1 r_2$  cette matrice décrit un jeu du type « dilemme du prisonnier ». En effet, la stratégie  $a_1$  de chacun des agents domine sa stratégie  $a_2$ . Dans cette situation chaque agent a intérêt à effectuer un retrait à la période 1. Il y a crise bancaire, et celle-ci conduit à une allocation inefficace des ressources, puisque chacun des deux agents auraient pu obtenir des consommations plus élevées ( $r_2 > 1$ ) en attendant la période 2.

En considérant maintenant la matrice des gains pour des agents vivant 3 périodes, la situation précédente ne se produit plus pour une valeur de  $r_3$  suffisamment élevée. Un équilibre bayésien unique se réalisera alors, correspondant à la situation suivante :

- chaque agent conjecture que l'autre joue  $a_1$  s'il est de type 1 ou 2 et  $a_3$  s'il est de type 3.
- Les stratégies optimales associées à ces croyances sont alors effectivement  $a_1$  pour un agent de type 1 et  $a_3$  pour un agent de type 3, ce qui corrobore les conjectures.

Par conséquent, dans le modèle de Postlewaite et Vives, les crises bancaires se produiront avec une probabilité égale à la probabilité qu'aucun des deux agents ne soit de type 3.

Dans le modèle de Diamond et Dybvig, les crises bancaires étaient le résultat des anticipations autoréalisées des agents. Elles peuvent être qualifiées de crises bancaires spéculatives. En revanche, les crises bancaires constituent dans le modèle de Postlewaite et Vives le seul équilibre pour des agents de type 1 et 2. Il s'agit donc de crises bancaires fondamentales.

De nombreux travaux ultérieurs ont cherché à enrichir, voire critiquer, à la suite de Postlewaite et Vives, le modèle originel de Diamond et Dybvig sans véritablement parvenir à le remettre en cause.

Pour Freixas (1999), la contagion à l'origine des crises bancaires modélisée par Diamond et Dybvig, contagion purement spéculative, doit être distinguée d'une autre forme de contagion, la similitude des actifs, qui renvoie au fait que les banques investissent dans des actifs dont les rendements sont corrélés. Ainsi, lorsqu'une banque fait faillite, les déposants des banques qui ont investi dans des actifs identiques sont rationnellement conduits à retirer leurs dépôts le plus vite possible. Dans le premier cas, la contagion conduit à la liquidation de banques solvables, alors que dans le second cas elle conduit à la liquidation de banques insolubles (Marini 2005, p. 13).

L'extension par Engineer (1999) du modèle de Diamond et Dybvig à trois périodes et à trois types d'agents n'a pas remis en cause, mais a plutôt conforter, les résultats de Diamond et Dybvig en faveur d'un système d'assurance des dépôts. Tout comme la critique portant sur la fonction d'utilité (Wallace, 1988 ; Jacklin et Bhattacharya, 1988 ; Huo et Yu, 1994) n'a pas conduit à des changements de résultats (Madiès, 2006). Enfin, l'introduction de la monnaie comme intermédiaire des échanges dans le modèle de Diamond et Dybvig (Selgin, 1993), n'a eu pour seul mérite que de réhabiliter la suspension de la convertibilité des dépôts (Madiès, 2006, p. 73).

### **3. Réglementation et risque de crise systémique**



La crise bancaire a pour origine une réévaluation de la probabilité de défaillance de la banque qui rend optimal l'exercice du put associé aux dépôts à vue. La question qui se pose alors est celle de la contagion de ce type de mouvement. Ce mouvement ne risque-t-il pas de s'étendre aux autres établissements bancaires, et, si c'est le cas, quels vont être les effets de ce mouvement ? Du point de vue des anticipations des agents, il semble assez clair que toute crise bancaire est un signe de faiblesse du système bancaire dans son ensemble. Aussi la crise bancaire d'un établissement accroît la probabilité de crises pour les autres établissements via les échanges/crédits interbancaires, générant ainsi un effet externe. Pour évaluer l'importance de cet effet externe et le risque de faillite de l'ensemble du système bancaire, que nous appellerons risque systémique, il est nécessaire de distinguer les différents types de crise bancaire en fonction des actifs qui seront détenus à la place des dépôts. Il est possible de détenir des dépôts dans une autre banque, des titres ou des espèces.

Dans le premier cas, il n'y a pas de risque systémique puisque le montant des dépôts auprès du système bancaire reste inchangé.

Dans le deuxième cas, les déposants choisissent de détenir des titres, auquel cas les dépôts, sont transférés aux vendeurs des titres (SICAV, FCP, ...) dont la demande d'espèces est généralement faible. Ainsi, ce transfert crée un nouveau dépôt, mais l'équilibre ne peut se rétablir que s'il y a une baisse des taux sur les titres et une hausse des taux sur les dépôts. Les banques réduiront alors leur offre de crédit et le revenu d'intermédiation financière diminuera.

La crise du système bancaire ne peut, en fait, avoir lieu que si les déposants échangent leurs dépôts contre des espèces. Pour répondre à la demande d'espèces les banques doivent liquider leurs actifs, ce qui les place dans une situation d'illiquidité. La crise de 1930-1933 aux Etats-Unis, au cours de laquelle quelque 9000 établissements bancaires ont fait faillite constitue une illustration de ce phénomène. Les déposants ont placé leurs avoirs soit en espèces soit dans des comptes garantis par l'Etat (Postal savingaccounts) créant une situation d'illiquidité bancaire généralisée.

Si le coût de défaillance d'une banque peut être limité et plus faible que le coût de défaillance d'une entreprise, le coût d'une crise systémique est extrêmement élevé. Aussi, les autorités de tutelle entendent-elles limiter le risque de ce type de crise, et l'étude de la réglementation à ce niveau passe par une compréhension des incitations qui apparaissent lors d'une panique bancaire.

Supposons que l'unité de temps soit le temps nécessaire à un déposant pour exercer son option de retrait à vue. À la période 0, un certain nombre de déposants informés décident de retirer leurs avoirs. Cela a pour effet :

- de modifier les anticipations des autres agents ;
- de diminuer la valeur des actifs bancaires de l'écart entre la valeur de marché et la valeur de liquidation immédiate.

Considérons le point de vue d'un déposant qui doit choisir entre exercer son put ou attendre. À chaque période  $t$  la valeur des actifs en contrepartie de ses dépôts diminue. Il y a donc intérêt pour lui à retirer immédiatement la totalité de ses avoirs auprès de la banque en difficulté.

L'objectif d'une réglementation bancaire est, comme nous l'avons vu, de modifier ce système incitatif.

Théoriquement, il est possible d'atteindre cet objectif :

- au moyen de restrictions sur le droit des déposants à exercer leurs puts ;
- au moyen de restrictions portant sur la structure de l'actif et du passif bancaire ;
- en passant un contrat avec une ou plusieurs institutions qui apportent une garantie de liquidité ;
- en imposant une plus grande discipline aux établissements bancaires ayant des risques élevés de faillite.

La suspension de la convertibilité des dépôts (c'est-à-dire la fermeture des guichets) constitue un exemple du premier type de restriction. Elle consiste à dégager un établissement bancaire de sa responsabilité contractuelle en l'autorisant à ne pas racheter les dépôts (à leur valeur) sur demande des déposants. Il est possible également d'imposer une pénalité aux déposants qui effectuent des retraits, ce qui peut prendre des formes diverses. Baltensperger et Dermine (1987), proposent qu'en cas de crise tous les déposants soient traités ex-post de la même façon quelle que soit leur position dans la file d'attente. Il n'y a plus alors d'intérêt pour les déposants à exercer leur put immédiatement, ce qui limite l'incitation à effectuer des retraits en cas de crise bancaire.

L'existence de réserves obligatoires tout comme l'imposition d'un seuil minimal pour les fonds propres (prescriptions du comité de Bâle) constitue des règles de gestion prudentielles qui relèvent du deuxième type de restriction ci-dessus. Elles sont aussi la contrepartie d'une garantie de liquidité de la part du prêteur en dernier ressort.

Mais, trois instruments ou mécanismes, éventuellement complémentaires, sont souvent brandis par les autorités de régulation pour limiter ou prévenir les crises bancaires : le système d'assurance des dépôts, la fonction du prêteur en dernier ressort et la supervision.

### **3.1. Les systèmes d'assurance de dépôts et le problème d'aléa moral**

Si la défaillance bancaire est assimilée à un accident, il est naturel de considérer un système d'assurance qui intervient dans ce cas. Mais cette comparaison a ses limites puisque la banque influence sa propre probabilité de défaillance : se pose alors un problème de risque moral, la banque assurée se trouvant incitée à prendre trop de risques. Pour jouer pleinement son rôle et

éviter de confondre insolvabilité et problème de liquidité, le système de garantie des dépôts doit s'accompagner d'un contrôle prudentiel efficace, c'est-à-dire des normes de fonds propres. Qu'elle soit à prime nulle ou proportionnelle, la garantie des dépôts justifie la nécessité d'un contrôle des risques liés aux activités bancaires et la mise en place des coefficients de fonds propres, de liquidité ou de diversification des crédits (Kareken et Wallace, 1978). Lorsque le niveau de risque des banques est inobservable, le régulateur doit parvenir à définir le niveau de fonds propres adéquat. Pour ce faire, il peut mettre en place une procédure de révélation (modèle principal-agent) afin d'inciter les banques à révéler leur niveau de risque (Bonnet, 1998). Des fonds propres plus importants devraient réduire les incitations, pour les actionnaires, à prendre des risques excessifs (Pessarossi et Weill, 2015).

Un moyen de limiter le problème de risque moral est de faire que l'assurance, qui peut être explicite ou implicite (du fait de la propriété publique des institutions financières comme en Chine), soit réduite aux dépôts, voire aux dépôts dont le montant est inférieur à une certaine limite. Aux Etats-Unis, l'assurance des dépôts garantit un remboursement à hauteur de 250.000 dollars aux déposants, et le système de garantie des dépôts est doublé d'un guichet d'escompte de la Réserve fédérale pour assurer la liquidité des banques. En France, l'adhésion au Fonds de Garantie des Dépôts créé par la loi du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière est obligatoire pour tous les établissements de crédit, et un plafond individuel d'indemnisation des déposants est fixé à 100 000 euros).

De plus, puisque l'assurance est un moyen de limiter les crises bancaires et d'assurer la stabilité financière, il est naturel qu'elle porte uniquement sur les dépôts à vue, les dépôts à terme étant un passif comme les autres.

Cette assurance doit être obligatoire, faute de quoi, les déposants auraient intérêt individuellement à ne pas l'acheter ou à retarder cet achat dès lors que les autres déposants sont déjà assurés (problème dit de « free riding »).

Le problème de savoir qui paye l'assurance obligatoire est secondaire : que ce soit le déposant ou la banque, la rémunération des dépôts et des services bancaires sera ajustée en conséquence. L'assurance-dépôts pourrait même être financée par la fiscalité. Parce que le niveau optimal de garantie des dépôts varie inversement avec la qualité du système bancaire, lorsque la solidité du système bancaire est incertaine, les gouvernements devraient envisager de soutenir les systèmes d'assurance-dépôts et de procéder à des recapitalisations subventionnées des banques en difficulté (Morrison et White, 2011).

Le choix entre un organisme d'assurance privé ou public est délicat. Un système d'assurance privé peut permettre une meilleure allocation du risque puisque les banques et certains déposants peuvent alors détenir des actions des sociétés d'assurance, et ce faisant, atteindre leur niveau de risque optimal. Une assurance privée présenterait également l'avantage d'inciter les banques, par la concurrence, à correctement évaluer les risques et donc

à déterminer convenablement la prime d'assurance (Morel, p. 241). Certains états américains ont eu recours à des organismes d'assurance privés, avec des succès mitigés (Mishkin, 1992).

Il y a toutefois deux difficultés dans la mise en place d'une assurance privée.

En effet, tout d'abord, la décision de fermeture d'une banque ne serait plus à la discrétion de la Banque centrale ou de l'autorité de régulation mais de la compagnie d'assurances qui serait plutôt incitée à limiter ses risques en déclarant la faillite trop rapidement.

Ensuite, une seconde difficulté apparaît du fait que la co-assurance n'élimine pas le risque systémique (problème de surface financière, et donc de crédibilité), et que par conséquent la garantie du prêteur de dernier ressort doit toujours intervenir. L'évaluation d'un prix pour le soutien de la banque centrale est alors extrêmement délicat, puisque la probabilité de risque systémique alors même que chaque déposant est assuré est très proche de zéro.

En l'absence d'assurance, il n'est pas exclu que le prêteur de dernier ressort intervienne pour dédommager les déposants. Ce mode de fonctionnement, lorsqu'il est systématique, fait de l'assurance sur les dépôts un bien public financé par l'Etat<sup>4</sup>.

Le prix de l'assurance peut être déterminé à partir d'un modèle d'évaluation d'options (Merton, 1977). En effet, la banque a une valeur des dépôts  $B$ , comprenant éventuellement les intérêts.

Soit  $\tilde{V}$  la valeur des actifs de la banque supposé suivre un processus stochastique.

- 1) Si  $\tilde{V} > B$ , alors les actionnaires ont la différence  $B - \tilde{V}$
- 2) Si  $\tilde{V} < B$ , l'assurance intervient pour couvrir la différence.

Le paiement effectué par l'assureur est donc :  $\text{Max} (0, B - V)$

Mais ceci est la valeur d'un put qui est vendu par l'assureur. La formule de Black et Scholes permet de déterminer la valeur de la prime d'assurance. Cette formule établit que le prix de l'assurance doit être lié au niveau des fonds propres de la banque. Une banque avec des fonds propres plus importants devrait payer une prime d'assurance plus faible. En fait, dans la pratique ce n'est pas le cas.

Une critique intéressante de cette façon d'évaluer la prime d'assurance en utilisant la formule de Black et Scholes est celle de Buser, Chen et Kane (1981) qui estiment que

---

<sup>4</sup>Généralement ces interventions sont discrétionnaires. Elles ont été pendant longtemps la seule forme d'assurance en Europe. Aujourd'hui l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas ont une assurance propre à l'ensemble du secteur bancaire, la Belgique et le Royaume-Uni ayant une assurance Etatique (Cf. Baltensperger et Dermine (1987)).

l'assurance peut être sous-évaluée pour compenser le coût de la réglementation bancaire (Cross Subsidy).

### **3.2. Le prêteur de dernier ressort**

La justification du rôle du prêteur de dernier ressort repose sur l'impossibilité d'un système d'assurance et co-assurance de garantir un paiement fixé en cas de crise systémique. Par conséquent, une interprétation restrictive de ce rôle conduirait à réserver l'intervention du prêteur de dernier ressort au cas de risque systémique.

En fait, non seulement le prêteur de dernier ressort est souvent chargé de la mise en œuvre de la politique monétaire, mais, de plus, il fournit des liquidités à des banques qui font face à des difficultés. En effet, ce faisant, il évite à celles-ci d'avoir à liquider des actifs à des prix en dessous de leur valeur de marché. Mais cela pose plusieurs types de problèmes :

- tout d'abord, le soutien du prêteur de dernier ressort doit être réservé aux banques illiquides mais solvables, faute de quoi il n'y a plus de sanction des banques insolvables et les établissements bancaires sont encouragés à prendre plus de risques. Or, la détermination de la solvabilité d'un établissement n'est pas dans les attributions du prêteur de dernier ressort. Par conséquent, le prêteur de dernier ressort fournira des liquidités uniquement contre des garanties qui constitueront autant de nantisements des actifs de la banque en difficulté, et à des taux d'autant plus élevés que le risque de défaillance est important, afin de dissuader les banques d'avoir trop souvent recours à ses liquidités.
- Ensuite, en cas de faillite ultérieure de la banque, les prêts apportés par le prêteur de dernier ressort, consentis parfois à des taux élevés, peuvent engendrer un accroissement des pertes futures de la banque et augmenter de ce fait les paiements que l'assureur devra effectuer lors de la liquidation ou cession de la banque. Ainsi, une situation potentiellement conflictuelle existe entre assureur et prêteur de dernier ressort, le premier ayant intérêt à une mise en liquidation plus rapide, le second soutenant encore la banque en difficulté.

Malgré cela, le soutien du prêteur de dernier ressort en l'absence de crise systémique se justifie comme un mode de prévention de celle-ci. En effet, en soutenant chaque établissement bancaire en difficulté le prêteur de dernier ressort rend crédible sa garantie de liquidité en cas de crise systémique dont l'ampleur mettrait en doute la capacité du système d'assurance à rembourser les montants en dépôt.

### **3.3. La supervision**

Prévoir une crise du système bancaire est crucial car sa résolution est coûteuse. Selon le Fonds monétaire international, en 2010, les coûts de sauvetage du système bancaire américain se sont élevés jusqu'à 40 % du PIB national (Jedidi et Pentecôte, 2015, p. 190). La supervision apparaît comme un moyen de recueil des informations nécessaires susceptibles de constituer des signes avant-coureurs d'une crise. Elle concerne toutes les banques, quelque soit leur taille et leur pouvoir de marché, et étend son champ d'action aux fonds de pension et aux compagnies d'assurance. Dans les unions monétaires, le fait d'avoir une seule autorité de surveillance chargée de veiller aux effets de contagion entre pays membres est de nature à stabiliser le système bancaire (Loipersberger, 2018).

Ainsi, les établissements bancaires fournissent régulièrement des rapports sur leurs activités, ce qui permet aux organismes de contrôle de vérifier s'ils ont satisfait aux réglementations en vigueur. De surcroît, des enquêtes sur le terrain sont menées afin de permettre aux institutions concernées d'avoir une information aussi précise que possible. L'objet de cette supervision est de limiter les possibilités de fraude ainsi que la prise de risques excessive dans l'activité bancaire et de la sanctionner éventuellement.

Aux Etats-Unis il existe pour chaque établissement bancaire une évaluation dans les cinq catégories suivantes : Capital, Actifs, Management, Profits et Liquidités. Pour chacun de ces postes un rating allant de 1 à 5 est établi.

Il est cependant évident qu'un traitement correct de l'information statistique disponible permet d'obtenir de bons résultats, et se substitue donc en partie aux enquêtes sur le terrain. En particulier, l'analyse discriminante permet de réaliser de bonnes prédictions de faillite. Sur la base des données portant sur des ratios comptables recueillis entre 1970 et 1975, Sinkey et Pettway (1980) ont pu prédire 15 des 16 faillites qui se sont produites en 1976 avec un an d'anticipation et 14 d'entre elles deux ans à l'avance. De la même façon, l'utilisation de la valeur de marché des banques permettrait d'obtenir d'assez bonnes prévisions, quoique moins fiables. Les très bons résultats obtenus dans ces analyses statistiques sont quelque peu surprenants, puisque la première cause de faillite étant la fraude, cela indique que celle-ci serait, du moins en partie, statistiquement prévisible.

En Chine, le superviseur peut, en cas de non-respect de la réglementation, restreindre la croissance des actifs de la banque, la contraindre à réduire sa proportion d'actifs risqués, l'achat d'actifs fixes, limiter le paiement de dividendes aux actionnaires ainsi que l'ouverture de nouvelles agences, refuser le démarrage de nouvelles activités bancaires.

## **Conclusion**

L'objectif de cet article était de revisiter les fondements théoriques de la réglementation bancaire et de les remettre en perspective. Malgré les avancées obtenues au cours du temps, la répétition des crises mettent en relief les carences des réglementations prudentielles comme



des dispositifs de surveillance des risques liés à l'activité bancaire (Jedidi et Pentecôte, 2015). L'objectif de la réglementation prudentielle est essentiellement d'assurer la stabilité financière du système des paiements en sa totalité et la protection des déposants en particulier (Keffi et Maraghni, 2011). Mais, la réglementation bancaire est coûteuse, que ce soit directement (avec les coûts de fonctionnement de l'autorité de régulation) ou indirectement au travers des distorsions de comportement qu'elle peut provoquer (Morel, 2000, p. 239) dans un environnement très concurrentiel.

Dans l'Union européenne, la régulation à l'échelle nationale a été abandonnée au profit d'un superviseur supranational au sein de la Banque centrale européenne (BCE). Mais, cette Union bancaire ne dispose pas encore en son sein d'une structure commune dédiée à la résolution des crises bancaires, ni d'un fonds commun de garantie des dépôts pour soutenir son système financier (Camdessus, 2014).

Même si elles ne trouvent pas leur source dans le secteur bancaire, les crises des pays dits émergents (mexicaine de décembre 1994/janvier 1995, Thaïlandaise de juillet 1997, Coréenne et Indonésienne de la fin 1997) ont ouvert la voie à la création dans ces pays de mécanismes de garantie des dépôts assurée par l'Etat. Par la suite, les mécanismes de contrôle et de régulation ont été progressivement ajustés aux meilleures pratiques internationales définies par le Comité de Bâle (Camdessus, 2014). En Chine, depuis 2004, la réglementation prudentielle a continuellement évolué pour s'arrimer aux standards internationaux, le régulateur chinois a publié en juin 2012, les règles de mise en place des accords de Bâle III (Pessarossi et Weill, 2015).

S'agissant des pays de la zone Franc, les études portant sur la réglementation bancaire dans cette zone sont, à notre connaissance, peu nombreuses. Dans la zone UEMOA où le secteur bancaire est fortement oligopolistique, la régulation microprudentielle en vigueur jusqu'en 1999, a cédé le pas depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, aux prescriptions de Bâle I, la norme internationale des fonds propres destinée à renforcer la solvabilité et la stabilité du système bancaire, lequel canalise l'essentiel du financement des économies. Même si le respect de certaines normes prudentielles reste faible et ne sont toujours pas conformes aux dispositions internationales, la réglementation bancaire dans l'UEMOA tend néanmoins à se renforcer. Elle repose désormais sur un certain nombre de dispositifs qui ont pour principaux objectifs d'inciter les banques à revenir à leurs fondamentaux, de restaurer l'effet disciplinant de la gouvernance et de limiter le risque systémique (Lobez, 2010). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, afin de promouvoir un système bancaire robuste, présentant un profil de risques bancaires maîtrisés, les autorités monétaires de l'UEMOA ont mis en place un nouveau dispositif plus proche des exigences de Bâle II et III. L'architecture de ce nouveau dispositif repose sur trois piliers complémentaires, à savoir : (i) les exigences minimales de fonds propres en fonction des risques (de crédit, opérationnel, de marché), (ii) les principes de la surveillance prudentielle et le cadre d'intervention y afférent et (iii) les principes directeurs régissant la discipline de marché qui vise à renforcer la transparence et la communication des établissements vis-à-vis du public quant à leur exposition au risque (Gammadigbé, 2018).

Dans la zone CEMAC en revanche, la réglementation bancaire repose sur deux piliers : les exigences minimales de fonds propres et le Fonds de garantie des dépôts en Afrique Centrale (FOGADAC) qui s'applique obligatoirement à tous les établissements de crédit implantés dans le ou les territoires d'un ou plusieurs Etats de la CEMAC.

Cet article dont l'objectif était de revisiter les justifications théoriques de la réglementation bancaire appelle à des développements spécifiques, à des approfondissements, sur les impacts de l'application des normes prudentielles internationales (accords de Bâle) sur la rentabilité et la stabilité des systèmes bancaires. A ce titre, des études méritent d'être menées, notamment dans les pays où le financement bancaire est dominant comme ceux de la zone Franc, pour circonscrire les effets de ces nouvelles contraintes sur la distribution de crédit et, par suite, sur l'évolution de la production et des échanges (Cassou, 2016). Les systèmes bancaires dans cette zone sont pris en étau entre le respect des obligations réglementaires et la préservation de la stabilité financière, la recherche de la rentabilité et de la taille optimale et l'impératif de financement du développement dans un contexte marqué par la rareté des ressources financières et le timide développement des marchés boursiers.

## Références

- Allen F., Gale D. (2003), « Comparative Financial Systems : A Survey », Wharton Financial Institutions Center, *Working Paper*, April 2003, 81 p.
- Bank for International Settlements, (2001), « Lignes d'orientation pour l'établissement d'assurance dépôts efficaces », *Forum sur la stabilité financière*, Septembre 2001, 65 p.
- Baltensperger E., Dermine J. (1987), « Banking deregulation », *Economic Policy*, April, p. 63-109.
- Benston G., Eisenbeis R., Horvitz P., Kane E., Kaufman G. (1986), « *Perspectives on safe and sound banking :Past, present and future* », Cambridge, MIT Press.
- Black F. (1970), « Banking and interest rates in a world without money », *Journal of Bank Research*, Autumn, p. 9-20.
- Bonnet N. (1998), « Risque, diversité bancaire et réglementation bancaire », *Revue française d'économie*, volume 13, n° 2, p. 311-341
- Buser S., Chen A., Kane E., (1981) : « Federal deposit insurance, regulatory policy and optimal bank capital », *Journal of Finance*, vol. 36, p. 51-60.
- Camdessus M. (2014), « La régulation du secteur bancaire dans les pays en développement et les pays émergents », *Revue d'économie du développement*, n° 2, p. 9-20.

Cassou, P.-H. (2016), « La réglementation bancaire, entre intérêt général et intérêts particuliers », in Crises et régulation bancaires Les chemins de l'instabilité et de la stabilité bancaires, Bonin H., Figuet J.-M., Librairie Droz, Genève.

Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale : Règlement n° 1-09-CEMAC-UMAC-COBAC du 20 avril 2009.

Chari V. V., Jagannathan R. (1988), « Banking panics, information and rational expectations equilibrium », *Journal of Finance*, vol. 43, p. 749-761.

Dannon P. H., Lobez F. (2015), « La régulation bancaire dans l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine est-elle efficace ? », *Revue d'économie financière*, décembre, vol. 4, p. 279-304.

Dewatripont M., Tirole J. (1994), « *The Prudential Regulation of Banks* », Cambridge MIT Press.

Diamond D., Dybvig P. (1983), « Bank runs, Deposit insurance and liquidity », *Journal of Political Economy*, vol. 91(3), p. 401-419.

Fama E. (1980), « Banking in the theory of finance », *Journal of Monetary Economics*, 6 (1), p. 39-57.

Gammadigbé V. (2018), « Survie de banques de l'UEMOA : les nouvelles exigences de fonds propres sont-elles pertinentes ? », *Revue économique et monétaire de la BCEAO*, n° 24, décembre 2018, p. 9-47.

Gurley, Shaw (1960), « Money in a theory of finance », The Brooking Institution, Washington DC.

Jedidi, O., Pentecôte, J.-S. (2015), « Prédire les crises bancaires : un système d'alerte robuste », *Revue française d'économie*, volume xxx, n° 3, p. 189-225.

Johnston (1968), « Problems of efficiency in a monetary management », *Journal of Political Economy*, 76, Sept/Oct, p. 971-990.

Kareken J., Wallace N. [1978], « Deposit insurance and bank regulation : A partial equilibrium-exposition », *Journal of Business*, vol. 51, n° 3, p. 413-438.

Keffi M. K., Maraghni H. (2011), « Respect des normes prudentielles et solvabilité des banques commerciales : étude empirique des banques tunisiennes », *Management & Avenir*, n° 48, p. 382-403.

Lancaster K. (1975), « Socially optimal product differentiation », *American Economic Review*, vol. 65(4), p. 567-585.

Lobez, F. (2010), « *Toobigtoofail*: gouvernance et régulation des banques », *Revue d'économie financière*, n° 100, p. 187-199.

- Loipersberger, F. (2018) « The effet of supranational banking supervision on the financial sector : event study evidence from Europe », *Journal of Banking and Finance*, vol. 91, June, p. 34-48
- Madiès P. (2006), « Le rôle de la garantie des dépôts dans la prévention des paniques bancaires : fondements théoriques et études empiriques », *Revue de l'association française de finance*, n° 1, vol. 27, p. 61-129.
- Marini, F. (2005), « Les développements récents de l'histoire des crises bancaires aux Etats-Unis », *Revue française d'économie*, volume 19, n° 4, p. 111-145
- Mathérat S., Oung V. (2000), « Les modèles d'assurance des dépôts. Présentation du nouveau système en vigueur en France », *Revue d'économie financière*, n° 60, p. 225-236.
- Mishkin F., (1992) : « The economics of money, banking and financial markets », London, Scott, Foresman.
- Modigliani F., Miller M. (1958), « The cost of capital, corporation finance, and the theory of investment », *American Economic Review*, 48, June, p. 261-297.
- Morel, C.-A. (2000), « L'assurance des dépôts, un instrument de la régulation bancaire », *Revue d'économie financière*, volume 20, n° 60, p. 237-248
- Morrison, A. D., White L. (2011), « Deposit insurance and subsidized capitalizations », *Journal of Banking and Finance*, vol. 35, n° 12, december, p. 3400-3416.
- Patinkin, D. (1961), « Financial intermediaries and the logical structure of monetary theory », *American Economic Review*, 51, March, p. 95-116.
- Pessarossi P., Weill L. (2015), « Les exigences de fonds propres influencent-elles l'efficacité des banques ? », *Revue économique*, vol. 66, n° 3, p. 505-520.
- Peterson R., Scott W. (1985), « Major causes of bank failures : determinants and consequences » Proceedings of a Conference on Bank Structure and Competition, Federal Reserve Bank of Chicago, May.
- Postlewaite A., Vives X. (1987), « Bank runs as an equilibrium phenomenon », *Journal of Political Economy*, 93, 3, June, p. 485-491.
- Sinkey, Pettway (1980), « Establishing on-site bank examination priorities: an early-warning system using accounting and market information », *Journal of Finance*, 35, March, p. 137-150.
- Tirole J. (2014), « Les contours de l'activité bancaire et l'avenir de sa régulation », *Revue française d'économie*, n° 3, vol. XXIX, p. 93-109.